

LE DÉLAI D'EXAMEN PASSE DE 30 À 10 JOURS

500 demandes sont traitées quotidiennement

par «VisasFrance» Algérie

«*Depuis l'entrée en activité de VisasFrance Algérie, le 5 octobre dernier, pas moins de 5 259 demandes de visa à destination de l'Hexagone ont été traitées par nos services*», a indiqué hier **Christian Marchandise, responsable de VisasFrance Algérie, à l'occasion d'une rencontre avec la presse organisée dans les locaux de cette nouvelle structure mise en place par le consulat général de France à Alger.**

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - La nouvelle procédure de demande de visa pour la France vise, selon **Christian Marchandise**, à améliorer l'accueil des demandeurs «en restaurant l'accès au consulat général, en permettant au requérant de suivre l'état d'avancement de sa demande et enfin en réduisant la durée de traitement des dossiers». A ce propos justement, **Francis Heude**, consul général de France à Alger, a précisé que la durée de traitement d'une demande est passée de 30 à 10 jours. «Il s'agit surtout de faciliter et

non pas d'alléger la procédure de délivrance de visa, de sorte à ce que les demandes puissent être déposées dans les meilleures conditions», note **Francis Heude** en rappelant, une fois encore, qu'«il n'y a pas de quota dans la délivrance des visas et que l'accord dépend de la satisfaction du dossier aux conditions».

Il convient de noter dans ce sens que la décision d'octroi ou de refus du visa reste du ressort exclusif des services consulaires. **VisasFrance Algérie**, emploie 130 personnes,

n'étant qu'un intermédiaire dans l'aide à la constitution des dossiers et leur acheminement vers et depuis le consulat général de France à Alger.

La nouvelle procédure de demande de visa Schengen permet en effet de prendre rendez-vous par Internet (Hyperlink "http://www.dz.visasfrance.org" www.dz.visasfrance.org) ou par téléphone (021 79 88 00) avant l'introduction de la demande et le dossier constitutif afférent au type du visa. «Par obligation de confidentialité, toutes les données personnelles des requérants sont systématiquement détruites à la fin de la procédure et la restitution du passeport», souligne **Christian Marchandise**.

Les statistiques communiquées hier par les responsables de la structure évoquent près de 3 000 visites quotidiennes sur le site internet émanant d'une

quarantaine de pays (notamment des familles installées à l'étranger devant accueillir un parent algérien) et 350 appels reçus quotidiennement au niveau du call-center.

En terme de prévision, le consulat général de France à Alger compte traiter 120 000 demandes de visa en 2008. A titre de rappel, **VisasFrance Algérie** couvre les demandeurs résidant notamment dans les wilayas de l'Algérois, de Tamanrasset, Ghardaïa, El-Oued, Illizi, Aïn-Defla, Djelfa, M'sila et Laghouat. Le même système a été adopté par les services consulaires français à Pékin (Chine) et à Moscou (Russie) car «il permet de mieux répondre au nombre élevé de demandes que l'administration consulaire ne peut, à elle seule, satisfaire convenablement».

L. M.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE US

Les indécis feront la différence

Qui d'Obama ou de McCain succédera à Bush ? La question qui sera définitivement tranchée le 4 novembre prochain a été au centre d'une visioconférence organisée hier au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Alger. A partir de Paris, **George Kazolias**, journaliste et enseignant, ainsi que **Arun Kapil**, enseignant à la Faculté des sciences sociales économiques de l'Institut catholique de Paris et au Centre parisien d'études critiques, ont disséqué le système électoral américain. Un mode de scrutin indirect basé sur les collèges de grands électeurs qui, aux dires du P^r Kapil, a «des effets pervers». L'un de ces effets, dit-il, c'est que les candidats sont contraints de ne faire campagne que dans les Etats qui leur sont acquis. «Ni McCain, ni Obama ne s'aventurent dans les Etats qui ont de tout temps voté contre leur camp. Il y a beaucoup d'Etats où tout s'est joué d'avance. Il en reste une dizaine indécis qui vont faire la différence comme l'Indiana et la Pennsylvanie. Il s'agit d'Etats-clés qu'il faudra surveiller dans la soirée du 4 novembre pour avoir les premiers indicateurs», explique-t-il. **George Kazolias**, qui a surtout axé son intervention sur l'apport des médias durant la campagne électorale, a déploré la persistance des rumeurs et de l'intox depuis le début de la campagne et l'absence de débats de fond. D'ailleurs, dit-il, la presse ne s'est jamais penchée sur les travers du système électoral et n'a pas consacré beaucoup d'espace ou de temps aux programmes des deux candidats.

Des électeurs qui devront néanmoins trancher le 4 novembre prochain mais, avertissent les deux conférenciers, il faudra patienter un peu pour connaître les résultats, Etat par Etat, ou de connaître le taux exact de participation car, disent-ils, les Etats-Unis ne disposent pas d'informations centralisées sur le nombre d'électeurs. Les indicateurs viendront donc des Etats dits indécis.

N. I.

ORAN : CLÔTURE DU COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA RÉHABILITATION ET LA REVITALISATION URBAINES

«En l'absence d'une volonté politique, la réhabilitation et la revitalisation ne prendront pas forme»

Après trois jours en riches interventions, où les communicants ont exposé différents points de vue relatifs à la réhabilitation et à la revitalisation urbaines, thème de ce colloque international, co-organisé par l'Office national de gestion d'exploitation des biens culturels protégés, en collaboration avec l'Agence espagnole de coopération internationale, la rencontre, qui a eu lieu à l'APC d'Oran du 19 au 21 octobre 2008, s'est soldée par une série de constatations et de propositions, qui devront être couronnées par des recommandations et la publication des actes du colloque. Ils seront mis à la disposition du grand public, avant la fin de l'année. Toutefois, la partie espagnole a estimé qu'en l'absence d'une volonté politique qui est tributaire de la réussite de ce grand projet qui consiste dans un premier temps à réhabiliter le vieux quartier de Sidi-El-Houari, la réhabilitation ne pourra pas prendre forme de sitôt.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Durant ce colloque international, trois grands thèmes ont été débattus, à savoir la réhabilitation urbaine et sa dimension internationale, la réhabilitation urbaine en Algérie et enfin la réhabilitation urbaine à Oran. Au cours de cette rencontre, les participants ont présenté à

l'assistance différentes expériences menées à l'échelle nationale et internationale relatives à la réhabilitation des anciens quartiers à la lumière des nouveaux défis urbanistiques, et ce, à travers des travaux d'ateliers et des tables rondes. Parmi les constatations et les conclusions élaborées suite aux

trois ateliers organisés durant ce colloque, l'on pourrait citer la nécessité de maintenir dans le temps la politique de la sauvegarde, ainsi que la sensibilisation de toutes les entités pouvant agir dans ce sens. Stopper le pillage du patrimoine et l'urgence à classer le quartier de Sidi-El-Houari comme secteur à sauvegarder ont également constitué les priorités relevées durant les travaux d'ateliers, de même que l'importance d'inciter l'Etat à octroyer un budget spécial pour la restauration.

Concernant le site de Sidi-El-Houari, les intervenants espagnols ont mis en évidence le taux important de chômage dans ce quartier, de même qu'un taux d'occupation des anciens du quartier à seulement 20%. Conclusion de cette analyse sur le terrain : le lieu se détériore et il est plus que nécessaire de réaliser une étude

scientifique et multidimensionnelle. Lors de la lecture des constatations des ateliers, l'une d'entre elles a suscité la désapprobation du P/APC d'Oran. Il a été mentionné par l'équipe espagnole qui travaille sur le site de Sidi-El-Houari depuis près d'une année que «malheureusement, ils avaient eu le sentiment que des habitants de Sidi-El-Houari se sentaient délaissés par les pouvoirs publics». Une constatation qui, selon le P/APC, n'est pas vraie. Il est même allé jusqu'à demander aux organisateurs de retirer cette phrase lors de l'élaboration finale de leurs conclusions. Prenant la parole, **M. Xavier Casanova**, représentant de Rehabimed, fera remarquer qu'il s'agit là d'un sentiment que son équipe a eu, en rencontrant les habitants qui leur ont donné et affiché clairement ce

sentiment. Un sentiment qui est d'ailleurs légitime vu l'état de délabrement du quartier en question, estimeront par la suite plusieurs intervenants parmi l'assistance. En guise de conclusion, tous les intervenants se sont dit satisfaits par les travaux de ce colloque en souhaitant que ses conclusions et recommandations ne finissent pas dans les tiroirs. Par ailleurs, **M. Sergio Blanco**, responsable du programme de coopération, dira que le constat est tel que s'il n'y a toujours pas de volonté politique, la détermination des professionnels, à elle seule, ne pourra pas venir à bout du projet de réhabilitation de Sidi-El-Houari, qui devrait par la suite amener d'autres initiatives similaires sur d'autres sites que compte la wilaya d'Oran.

A. B.

«HEBERTPROT-P» DE LAD-PHARMA

Un traitement révolutionnaire contre l'ulcère du pied diabétique

Un médicament contre l'ulcère du pied diabétique est actuellement disponible en Algérie. Fruit d'une collaboration algéro-cubaine entre Lad-Pharma et Heberbiotec, «Hebertprot-P» pourrait réduire les risques d'amputation. Ce médicament révolutionnaire représente actuellement l'unique alternative pour le traitement de l'ulcère du pied diabétique et la prévention de l'amputation.

Wassila Zegutitouche - Alger (Le Soir) - Protéger le diabétique de l'une des complications les plus redoutable, qu'est l'amputation du pied, est désormais la préoccupation de **Lad-Pharma**. Ce laboratoire, qui a organisé, hier à Alger, son premier séminaire national sur l'ulcère du pied diabétique, a ainsi fait la promotion de son

nouveau produit. «Le séminaire a un double objectif : d'abord encourager la prévention. Pour cela nous avons édité un double carnet portant des conseils sur le traitement du pied diabétique», explique le D^r Djebbar, P-dg de **Lad-Pharma**. Ce carnet sera distribué gratuitement au niveau de l'ensemble des pharmacies.

Vient en second lieu «la thérapeutique de la prise en charge de l'ulcère du pied diabétique qui nécessite une équipe pluridisciplinaire». Afin de mieux présenter le produit et ses effets sur l'ulcère du pied diabétique «nous avons fait appel à un spécialiste cubain pour faire la présentation de **Hebertprot-P**», ajoutera le D^r Djebbar. Notre interlocuteur nous fera savoir que la molécule utilisée dans ce traitement n'est pas étrangère à **Lad-**

Pharma. «C'est un facteur de croissance épidermique d'origine humaine. La protéine en question est présente dans la salive, les larmes, le sperme...» Elle favoriserait en outre la cicatrisation rapide. Le D^r Djebbar ajoutera que «ce facteur de croissance est utilisée dans la composition d'une crème cicatrisante (**Hebermin**), commercialisée depuis huit ans». Utilisé par voie injectable, **Hebertprot-P** est présenté sous forme de kit, contenant une poudre, une eau pour préparation et quatre seringues. Il s'agit «d'un produit hospitalier qui requiert une certaine délicatesse dans son utilisation. Il stimule la cicatrisation de l'ulcère du pied diabétique prévient les amputations», selon le D^r **Nadir Mekrebi**, responsable marketing à **Lad-Pharma**. Et d'ajouter que

«c'est un processus de biotechnologie et de génigénétique très récent». Sinon l'unique sur le marché du médicament. Actuellement, le produit est fabriqué à Cuba, en attendant sa fabrication par **Lad-Pharma**. Il est testé depuis une année par le P^r **Djoucdar**, chef de service de chirurgie plastique à Douéra, sur plusieurs patients et aurait, semble-t-il, donné des résultats très probants. Enregistré cette année, la commercialisation du produit a débuté il y a un mois. Ses propriétés et avantages se résument en sa capacité de stimulation de la granulation, mais aussi en l'accélération de la re-épithélisation de l'ulcère du pied diabétique. Il permet la réduction du temps de cicatrisation ainsi que le nombre de débridements chirurgicaux et récurrences

locales. Lors de cette rencontre, les séminariste ont passé en revue toutes les complications liées à l'ulcère du pied diabétique. Il convient de noter que plus de 70 % des efforts du personnel médical sont orientés vers la prise en charge de l'ulcère du pied diabétique qui constitue un véritable problème de santé publique. La prise en charge nécessite toute une structure spécialisée pluridisciplinaire. Malheureusement, plusieurs patients atteignent la phase de l'amputation, et le coût de la prise en charge alourdit quelque peu le budget de santé. **Lad-Pharma** évalue le coût global d'une amputation à quelque 8 à 9 millions de dinars, entre frais des médicaments, soins ambulatoires et hospitalisation.

W. Z.